

L'AFFAIRE ROSENBERG



LE 19 JUIN 1953, Julius et Ethel Rosenberg, deux Américains progressistes, parents de deux jeunes enfants, sont exécutés sur la chaise électrique à la prison de Sing Sing, dans l'Etat de New York. Accusés d'avoir « remis aux mains des Russes » le « secret de la bombe atomique », ils ont, jusqu'au dernier instant, proclamé leur innocence. Une ligne téléphonique directe reliait la Maison Blanche au lieu du supplice : s'ils s'étaient « avoués » coupables, le Président Eisenhower aurait immédiatement signé leur grâce. Ils ont eu l'héroïsme, l'un et l'autre, de ne pas céder à ce chantage ; c'est pour cela qu'ils sont morts. Pendant plusieurs mois, dans le monde entier, un immense mouvement de protestation avait mobilisé les foules, les plus éminentes personnalités. Des chefs d'Etat, le pape, des artistes et écrivains de renom étaient intervenus pour tenter de sauver les Rosenberg. En France, c'est le MRAP qui fut à l'origine de cette campagne, d'une ampleur et d'une unanimité exceptionnelles.

Guerre froide et mac-carthysme

On ne peut comprendre ce terrible déni de justice qu'en le situant dans son contexte historique : la guerre froide et le mac-carthysme.

La seconde guerre mondiale a pris fin en 1945. Dès 1946, Churchill parle du « rideau de fer », qui sépare l'Europe en deux parties inconciliables. L'Allemagne occupée se trouve partagée entre les deux camps, et bientôt, deux Etats hostiles sont instaurés, la RFA, puis la RDA, inclus dans les blocs économiques et militaires qui se constituent à l'Ouest et à l'Est.

Aux Etats-Unis, ce retournement des alliances se traduit par une virulente action gouvernementale contre les « rouges », à l'intérieur comme à l'extérieur. Quiconque est soupçonné de sympathie avec l'Union soviétique — communistes, progressistes, pacifistes, partisans de la politique de Roosevelt (mort en 1945) — devient un dangereux ennemi.

Le sénateur Joseph McCarthy acquiert une énorme notoriété en dénonçant la prétendue mainmise des communistes sur le ministère des Affaires étrangères. Les Commissions des « activités anti-américaines » qui fonctionnent au Congrès, ainsi que dans tous les secteurs de l'administration fédérale et de chaque Etat contrôlent le « loyalisme » des citoyens. La peur et la délation s'installent dans le pays. Des milliers de personnes sont poursuivies, perdent leurs responsabilités, voire leur emploi. C'est la « chasse aux sorcières ». Toute critique de la politique officielle est ainsi étouffée, dans un climat de peur et d'hystérie.

Un montage politico-policier

En 1949, l'URSS expérimente sa première bombe atomique. Les gouvernements américains, qui se targuaient — contre l'avis des experts — d'en détenir le monopole pour vingt ans, crient à la catastrophe et à la trahison : qui a livré à l'ennemi le « secret » qui lui permet désormais de détruire l'Amérique ? La réputation d'infailibilité du FBI est donc en cause. Son directeur, Edgar Hoover alerte tous ses policiers, ainsi que la population : « Trouvez les voleurs ! »

Mais son incapacité se confirme. Au début de 1950, c'est à Londres que le physicien anglais Klaus Fuchs, réfugié d'Allemagne nazie, et qui avait pris part, aux Etats-Unis, à la réalisation de la bombe atomique, reconnaît avoir communiqué à ses collègues d'URSS, pays alors allié, des informations sur ses recherches, alors qu'il travaillait à Los Alamos. Il a agi par conviction, pour donner le maximum de chances au camp antihitlérien pendant la guerre. Fuchs est condamné à quatorze ans de prison.

Pour sauver la face, Hoover doit découvrir d'urgence comment Fuchs a pu transmettre le prétendu « secret ». Davantage que dans les milieux compétents, il fouille dans les fichiers de « rouges » (ou supposés tels) accumulés depuis plusieurs années.

Le FBI met en avant certain Harry Gold, un chimiste qui a coopéré naguère avec un organisme soviétique légal qui achetait des brevets industriels aux Etats-Unis. Ce personnage bizarre, mythomane, couard et influençable, déclare un beau matin qu'il a été le « courrier » de Fuchs. On dépêche à Londres

deux policiers avec des photos de Gold. Ils déclarent que Fuchs l'a reconnu. On saura plus tard que c'était faux. C'est sur ce premier mensonge que s'échafauda le montage conçu par le FBI. Il y en aura bien d'autres. Un second « suspect » apparaît : David Greenglass, un sergent-mécanicien affecté pendant la guerre dans un atelier de Los Alamos. Il s'est alors livré à quelques malversations, ce qui le rend, lui aussi, vulnérable. Au cours d'une nuit d'interrogatoire, ce petit voleur se mue en grand espion.

Les enquêteurs établissent un lien entre lui et Gold : celui-ci aurait également reçu des informations secrètes de Greenglass, qui prendront peu à peu plus d'importance dans les médias que celles fournies par Fuchs.

Associé à son beau-frère, Julius Rosenberg, dans une petite affaire commerciale qui périclète, Greenglass est en conflit d'intérêts avec lui. C'est sans doute par rancœur qu'il le met en cause, sans doute aussi parce que les policiers le lui suggèrent : ce proche parent a naguère subi les foudres d'une commission d'épuration et perdu son emploi dans une entreprise travaillant pour l'armée. Greenglass soutient que Rosenberg l'a « recruté » ; il implique, au passage, Ethel, la femme de Julius, qui est sa propre sœur, ainsi que son épouse, Ruth ; il prétend avoir remis à Rosenberg « une assez bonne description de la bombe atomique », assortie de croquis. Seuls les Rosenberg sont condamnés à la peine capitale, et Ruth Greenglass, bénéficiaire de sa « coopération » et de celle de David, ne sera même pas poursuivie.

En un mois, le « réseau Fuchs » (dont on ne parle plus) est devenu le « réseau Rosenberg ». Manipulation des faits, témoignages évolutifs concoctés selon les besoins du scénario par le FBI, pièces à convictions truquées ou inventées, dans le climat de haine attisée par les médias, font des Rosenberg les boucs émissaires réclamés par Hoover. Le procureur et le juge, choisis à cet effet, se prêteront avec zèle à la mascarade judiciaire. Si bien que, pour engager la lutte, en France et ailleurs, en faveur des deux condamnés, le moyen le plus efficace fut de diffuser le compte rendu sténographique de leur procès, édité par le Comité pour la justice, constitué aux Etats-Unis.

L'Affaire Rosenberg n'est pas close

Cet événement, qu'on a qualifié d'« Affaire Dreyfus de la guerre froide », ne peut se ramener à une simple erreur judiciaire ; elle n'est pas à classer au chapitre de l'espionnage. Il s'agit d'une machination délibérément élaborée au plus haut niveau du pouvoir politique, d'un crime d'Etat.

Par la suite, de nouveaux aspects de la manipulation ont été continuellement mis à jour. En 1975, en s'appuyant sur le « Freedom of Information Act », (une loi entre-ouvrant aux citoyens l'accès à certaines archives les concernant), les fils des Rosenberg, Michael et Robert Meeropol (du nom de leur famille adoptive) ont pu révéler des documents significatifs du FBI et du ministère de la Justice jusque là secrets.

Sur la base de ce qu'on sait maintenant, l'Association du Barreau Américain (ABA) – qui réunit avocats et magistrats – a organisé en 1993 un procès simulé des Rosenberg, où un jury réel, tiré au sort, a conclu à la non-culpabilité.

Des témoignages d'anciens agents du KGB soviétique (en dépit de contradictions), les déclarations feutrées de quelques porte-paroles officieux font ressortir qu'Ethel Rosenberg n'était à coup sûr pas coupable et que Julius ne s'est en tout cas pas livré à l'espionnage nucléaire. Leur exécution fut décidée pour « faire un exemple ».

En 1997, un physicien américain, qui vit aujourd'hui en Grande-Bretagne, Theodore Hall, a reconnu, dans un livre retentissant, « Bombshell », (1) être l'auteur véritable des « fuites » imputées à Greenglass et Rosenberg. Il a, comme Fuchs, agi par conviction, pour que la bombe atomique ne reste en possession d'un seul pays.

Mais les autorités américaines s'obstinent dans leur refus de rouvrir le dossier. Chaque fois que de nouveaux éléments viennent en confirmer la nécessité, elles s'efforcent de troubler l'opinion avec de prétendues « preuves nouvelles » aussi peu probantes que les précédentes, à l'instar des adversaires du capitaine Dreyfus, il y a cent ans.

Pour le 45^{ème} anniversaire de l'exécution (19 juin 1998), les fils des Rosenberg ont publié une déclaration en dix points qui met en lumière cette mauvaise foi : « Les dirigeants et les agents du FBI, les procureurs du gouvernement, et d'autres, ont sciemment, délibérément et perfidement manipulé, avec préméditation, le processus judiciaire, afin d'exécuter deux personnes pour un crime qu'elles n'avaient pas commis (...). Il est grand temps que l'Etat américain assume la responsabilité de ses mauvaises actions ».

Tant que justice n'est pas rendue, l'Affaire Rosenberg continue...

(1) « Bombshell. The Secret Story of America's Unknown Spy Conspiracy », par Joseph Albright et Marcia Kunstel. Times Books, New York, 1997.

Pour en savoir plus

Lors du 40^{ème} anniversaire de l'exécution des Rosenberg (1993), plusieurs centaines de personnalités françaises, de tous les horizons, ont signé une lettre au président Clinton, demandant la réouverture du dossier. Par la suite, le comité d'initiative s'est constitué en une Association pour le Réexamen de l'Affaire Rosenberg, présidée par Albert Lévy.

Celle-ci a édité en 1998 une brochure illustrée de 48 pages, qui fait pour la première fois le point sur l'affaire elle-même et sur les développements intervenus depuis.

On peut se la procurer au Siège du MRAP ou la commander à l'Association pour le Réexamen de l'Affaire Rosenberg, 43 boulevard de Magenta, 75010 Paris.
Prix : 40F + frais d'expéditions : 10F.